

## L'aide au développement peu transparente

**Solidarité internationale** ► Peu de traçabilité dans le traitement des demandes, risques de liens d'intérêts non déclarés et pratiques parfois en décalage avec le règlement. C'est l'appréciation globale livrée par la Cour des comptes à l'égard du financement cantonal des projets d'aide au développement international. Un secteur pour lequel plus de 15 millions de francs sont alloués chaque année, plaçant Genève en tête du classement suisse en la matière. Même si ce montant n'atteint pas l'objectif de 0,7% du budget, comme le requiert la loi sur le financement de la solidarité internationale (LFSI). Ces fonds soutiennent des organisations comme le Comité international

de la Croix-Rouge (CICR), Médecins sans frontières (MSF), la Fédération genevoise de coopération (FGC) et diverses autres ONG et associations genevoises.

Si le processus d'instruction des demandes est jugé «globalement conforme à la loi», le gendarme de l'Etat relève «plusieurs faiblesses». Par exemple, certaines organisations financées ou refinancées ne soumettent pas de demande officielle via le formulaire en ligne et se contentent d'une discussion avec le Service de solidarité internationale (SSI). «L'absence de traçabilité de cette étape cruciale induit un risque accru de traitement partial des demandes reçues par le service», informe Frédéric Varone, magistrat à la Cour des

comptes. Et d'ajouter qu'un autre risque de traitement partial est causé par l'absence de déclaration systématique de liens d'intérêts de collaborateur·rices du SSI pour les projets financés à plus de 60 000 francs.

A cela s'ajoute l'utilisation facultative des grilles de critères d'éligibilité, qui entraîne un risque de «ne pas procéder à l'intégralité des contrôles requis», avance le magistrat. Et d'ajouter que la négligence des rapports de mission et des évaluations externes ainsi que l'insuffisance du système d'information actuel sont autant d'éléments qui rendent inadéquate la gestion efficace des données.

Pour pallier ces manquements, il est suggéré au SSI d'uniformiser les pratiques d'instruction des dossiers et de compléter la procédure d'identification des conflits d'intérêts. Ce à quoi la directrice du service concerné, Anne de Riedmatten, nous répond que «la Cour des comptes n'a constaté aucun défaut de conformité dans nos activités» et que le scrutateur n'a relevé «aucun conflit d'intérêts dans l'attribution des subventions». Elle concède que des améliorations sont «toujours possibles» et précise que la Direction des affaires internationales a accepté l'ensemble des recommandations. «La mise en œuvre de plusieurs d'entre elles est déjà en cours», soutient-elle. **LOUIS VILADENT**

### COLOGNY

#### NOUVEAU LIEU DE BAIGNADE

Les amateurs de baignade disposent d'un nouvel emplacement pour assouvir leur passion. Un nouvel accès au lac Léman a été inauguré hier, au quai de Coligny. Il s'agit d'un ponton en forme de «C» de 19 mètres de diamètre. Le nouvel aménagement aura coûté 950 000 francs. Un tiers de ce montant a été payé par la commune de Coligny. Les aménagements le long du quai de Coligny se poursuivront ces prochaines années. **ATS**

L'assemblée générale des Vert·es Ville de Genève a désigné le duo Marjorie de Chastonay et Alfonso Gomez pour porter les couleurs de la section dans la course à la mairie

## Les Vert·es tablent sur l'expérience

MAUDE JAQUET

**Ville de Genève** ► La section des Vert·es Ville de Genève lancent Alfonso Gomez et Marjorie de Chastonay dans la course au Conseil administratif de 2025. Le parti s'est livré hier soir (lire ci-dessous) à une élection plus ouverte que prévue, considérant l'annonce préalable du retrait de la magistrate en place, Frédérique Perler. Affaiblie par la polémique des embauches au sein de son département, celle-ci n'a pas souhaité se représenter.

Une affaire qui n'aura pas déteint sur le bilan du sortant Alfonso Gomez, lequel a été largement choisi par ses pairs. L'occasion de revenir sur ses réalisations à la tête du Département des finances, de l'environnement et du logement, et sur ses aspirations futures. Une opportunité de s'exprimer qui sera aussi offerte à sa colistière.

**Vous partez en quête d'un second mandat, qu'est-ce qui vous motive pour cinq années supplémentaires?**

**Alfonso Gomez:** Ces quatre dernières années ont permis de faire bouger les lignes en vue d'adapter notre ville au changement climatique. Nous avons lancé des projets importants en termes de végétalisation et de nature en ville. Ces objectifs me sont chers et ils sont importants pour les habitants, surtout dans les quartiers populaires. Mais tout ça prend du temps. Par exemple aux Pâquis, nous avons mis en route un plan de végétalisation des cours intérieures qui doit permettre de réhabiliter ces lieux. Il y a aussi un enjeu important sur la rénovation, avec une dizaine d'immeubles en passe d'être refaits et la rénovation globale de Cité-Jonction. A d'autres égards, il faut aller plus loin, par exemple sur la question du dégrappage. Sur tous ces sujets, on commence à avoir un rythme de croisière important.

**Pourtant l'enveloppe annuelle de 180 millions destinée aux investissements n'est toujours pas utilisée à son maximum.**

Nous progressons. Ces années étaient nécessaires à la préparation de projets. La Ville inaugure les premiers résultats, comme la place Prê-L'Evêque, et en termes de mobilité, des pistes cyclables additionnelles ont été créées. Mais tout ça se heurte au temps démocratique, à la nécessité d'expliquer, voire aux éventuels recours.

**Vous avez toujours marqué votre intérêt pour les questions d'aménagement.**



Alfonso Gomez et Marjorie de Chastonay seront les candidat·es des Vert·es pour le Conseil administratif en 2025. MJT

**Lorgnez-vous le département de Frédérique Perler?**

Si je suis réélu, je souhaiterais rester au DFEL (Département des finances, de l'environnement et du logement, ndlr). C'est un département passionnant, qui comprend le service des espaces verts mais aussi l'Agenda 21, avec

«Nos exigences de changement sociétal sont élevées et cela peut faire peur» Alfonso Gomez

des thématiques comme la diversité, l'égalité de genre et la lutte contre les discriminations, notamment en lien avec l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Dans le moment que l'on vit, avec des forces réactionnaires importantes, il est évident que les avancées dans ce domaine ne sont jamais ac-

### ASSEMBLÉE SAGE MAIS EFFICACE

L'assemblée générale des Vert·es venait à peine de commencer, et déjà Alfonso Gomez était choisi par ses pairs, ou presque. La validation à l'unanimité d'un ticket à deux personnes, composé d'un homme et d'une femme, ouvrait la voie royale au magistrat sortant – seul homme candidat – dans la course au Conseil administratif en 2025.

La suite, que l'on pouvait attendre plus mouvementée, aura finalement été adroitement canalisée. Des questions préparées à l'avance, auxquelles ont systématiquement répondu les quatre candidat·es en lice. Logement, consommation,

alliances politiques ou encore vie de quartier. De quoi aider – peut-être – à départager les trois candidates: Uzma Khamis Vannini, Marjorie de Chastonay et Louise Kasser Genecand.

Mais la campagne interne était déjà faite, et l'expérience politique aura payé. Sans trop de suspense, la députée Marjorie de Chastonay s'est imposée au premier tour de scrutin par 61 voix, ses adversaires récoltant respectivement 33 voix en la personne de Louise Kasser Genecand et 7 voix pour Uzma Khamis Vannini. **MJT**

quises. Il faut proposer des mesures en matière de droits humains, d'égalité et pour les différentes communautés. Ce sont les combats d'une vie que j'aimerais continuer à porter.

**Et en matière de finances, quelles perspectives?**

Assez sombres. Les années 2022 et 2023 ont été exceptionnelles. Le tissu économique est toujours actif, mais ces bénéfiques, surtout liés au secteur du négoce, sont selon toute vraisemblance appelés à stagner. C'est encore assez confortable, mais cela veut dire pas d'augmentation budgétaire. Et nous subissons aussi un certain nombre d'effets douloureux liés aux baisses fiscales décidées par le canton, estimées à moins 60 millions de revenus rien que pour notre commune. Comme il n'est pas envisageable de relâcher la pression sur les investissements, c'est sur notre budget de fonctionnement qu'il faudra être attentif.

**La dynamique de la droite, gagnante au cantonal et bien décidée à raffler un siège supplémentaire au Conseil administratif, vous fait-elle peur?**

La droite tente de revenir en arrière sur un certain nombre d'acquis sociaux et écologiques. On le constate avec les dernières votations, sur le PAV, le salaire minimum ou encore les salaires dans la petite enfance. Reste que la dynamique des villes est particulière. Genève affiche une position d'ouverture, avec une gauche forte et des classes populaires qui adhèrent à nos politiques. Tout dépend des propositions que l'on fera.

**Il faudra regagner la confiance après la polémique des embauches dans le département de Frédérique Perler.**

Je suis prêt à discuter du fait que la confiance ait été ébranlée. Je crois que l'essentiel est que des mesures aient été prises pour que cela ne se reproduise pas. Et rappeler que l'on parle de centaines d'engagements par année. C'est malheureux qu'on ait généralisé ces quatre cas comme si c'était un dysfonctionnement de l'administration entière.

Reste que ce n'est pas notre bilan vert. En revanche, nos exigences de changement sociétal sont élevées et cela peut faire peur. Je le comprends, mais les risques si l'on ne fait rien sont bien plus élevés, surtout pour les classes populaires. De manière générale, les diagnostics et les solutions que nous proposons sont ceux d'un monde porteur d'avenir. Il reste une année de campagne pour convaincre. **I**